

Hervé QUATRELIVRE
Administrateur salarié d'ERDF

Monsieur de LADOUCETTE
Président
Commission de Régulation de l'Energie
15, rue Pasquier
75379 PARIS cedex 08

Réponse à la consultation TURPE du 22/07/2015

Conflans, le 24 septembre 2015

Monsieur le Président,

j'ai l'honneur de vous transmettre mes réponses et observations à la consultation publique du 22 juillet, relative à la structure des tarifs TURPE 5.

Questions 1 et 2 : Je partage les problématiques exposées dans le chapitre 1. Au sujet des technologies et des comportements, je pressens une accélération des évolutions, sans pour autant être en mesure d'en déterminer la trajectoire pendant la durée de TURPE 5.

Par ailleurs, il est nécessaire d'intégrer pleinement la loi Transition Energétique pour la Croissance Verte (TEPCV), qui ouvre le champ à des expérimentations (cf. la question 3), et l'impact des lois sur la décentralisation MAPTAM et NOTRe, dans une conjoncture économique morose où les collectivités locales et leurs regroupements recherchent des sources de financement.

Enfin, de nombreux acteurs industriels et financiers, à la recherche de relais de croissance et encouragés par les directives et lois déréglementant le secteur de l'électricité, font valoir leur intérêt particulier.

Il me paraît donc indispensable que la structure du TURPE évolue pour intégrer l'ensemble de ces problématiques, tout en restant efficace, compréhensible, et socialement acceptable (cf. question 6), mais aussi en préservant la capacité d'investissement des gestionnaires de réseaux.

Question 3 : La maîtrise de la pointe électrique est nécessaire. Les expérimentations prévues dans les articles 199 et 200 de la loi TEPCV autorisent les initiatives locales, mais avant toute généralisation il sera important d'intégrer leur reproductibilité et leur impact sur l'économie générale du système.

Au-delà, des mécanismes de marchés sont listés dans la question. Ces mécanismes doivent reposer sur des règles de marché, sans impliquer l'acheminement, ni des mécanismes de compensation tels que la CSPE. Puisque désormais le « marché » de l'électricité est ouvert, les acteurs de marché doivent prendre les risques eux-mêmes sans chercher à les partager avec les gestionnaires de réseaux, ni avec ceux - parmi les consommateurs/contribuables – qui ne sont pas leurs clients.

Questions 4 et 5 : Pour des questions de lisibilité, il est important que les TURPE distribution et transport soient simultanés. Cependant le calendrier proposé n'est pas souhaitable parce qu'il télescope celui des élections présidentielles et législatives.

Question 6 : La remise en cause des principes de timbre-poste et de péréquation est régulièrement soulevée, notamment par les partisans des modèles locaux. Ces principes –qui ont conduit l'action du monopole national régulé depuis plus de 50 ans- ont pourtant contribué à l'attractivité des territoires et des bassins d'emplois.

La remise en cause de ces principes ne peut profiter qu'à des territoires densément peuplés, au détriment de la France rurale et des villes moyennes. Cette remise en cause –qui peut sembler logique aux yeux des économistes- fait totalement abstraction des risques systémiques associés. Si l'on intégrait les points de PIB perdus et le coût de l'augmentation de la précarité en milieu rural dans l'équation, les conclusions seraient très différentes.

Question 7 : Je ne suis pas d'accord avec l'analyse de la CRE, dans le contexte des nouveaux usages. Avec le développement de l'autoproduction, ces utilisateurs vont réduire globalement leur taux d'utilisation moyen, tout en comptant totalement sur le réseau en cas de panne ou du fait de l'intermittence de leur moyen de production. Le fonctionnement assurantiel doit se traduire par une part fixe plus élevée.

Question 8 : Avec l'évolution des usages (cf. ci-dessus), la répartition entre la part fixe et la part variable ($1/3 - 2/3$) doit s'inverser, afin de préserver la capacité d'investissement des gestionnaires de réseaux. D'autres pays européens ont déjà fortement renforcé la part fixe du tarif d'acheminement et –sans aller jusqu'à l'exemple hollandais (100% de part fixe pour les particuliers) –il serait judicieux que la part fixe représente environ $2/3$ du tarif d'acheminement.

Questions 12, 13 14, 17 et 18 : Je ne souhaite pas que le tarif d'acheminement intègre une pointe mobile. La pointe mobile devrait être l'affaire du secteur dérégulé, donc des fournisseurs et des autres acteurs, dans une logique de marché.

Les GRD devraient être exonérés de tout mécanisme de pointe mobile instauré sur la HTB1 et la HTB2. En effet, les soutirages qu'ils réalisent ne sont pas des consommations finales, et ils n'ont pas de moyen d'action sur la consommation des clients HTA et BT.

Concernant la BT, la pointe mobile ne s'adresse qu'à un public averti dans des logements permettant de se chauffer décemment avec une autre énergie que l'électricité.

Question 21 : une tarification par pas de 1kVA ne peut s'adresser qu'à un public averti. Tant qu'un effort d'information important sur l'électricité et sur la maîtrise de l'énergie ne sera pas fourni, les clients ne seront pas en mesure de faire des choix éclairés. Dès lors, une tarification par pas de 1kVA –sous réserve que l'ajustement soit financièrement attractif- se traduirait par une multiplication des prestations de changement de puissance souscrite pour un même point de livraison, et par le mécontentement d'un grand nombre de clients.

Questions 22 et 23 : Comme je l'ai écrit pour la question 8, je souhaiterais que la part fixe du tarif soit beaucoup plus importante; ceci impliquerait que la différenciation hiver / été et heures pleines/ heures creuses serait faible. Le principe d'introduire des tarifs à 4 plages temporelles pour le tarif d'acheminement est compréhensible, mais il est beaucoup plus logique pour la part fournisseur.

Si un tarif à 4 plages temporelles devenait possible, il serait indispensable que les clients soient informés et accompagnés. Une créativité marketing sans une démarche socialement responsable risquerait de se traduire par un accroissement de la précarité énergétique donc des coupures pour impayé- prestations ingrates, souvent cruelles et parfois dangereuses, confiées aux gestionnaires de réseaux de distribution.

Question 24 : Le texte de la consultation mentionne des heures creuses en tout point de la journée afin de s'adapter à la pointe de production des énergies renouvelables. L'intérêt des plages temporelles est de favoriser les activités ménagères -synonyme d'une présence dans les logements- pendant les heures creuses. J'en déduis que cette proposition ne serait pas adaptée à la grande majorité de la population active. Le corollaire serait que les activités ménagères se feraient probablement pendant les heures pleines, entraînant de fait un accroissement de la précarité.

La modulation de la production et le développement des technologies de stockage semblent nécessaires pour faire que les plages temporelles restent compatibles avec l'activité économique et une vie sociale normale.

Question 25 : L'acceptation la plus souple pour la période saisonnière de pointe peut être la plus adaptée, à la condition expresse que les clients soient informés et accompagnés.

Question 26 : Comme je l'ai écrit pour la question 8, je souhaiterais que la part fixe du tarif soit beaucoup plus importante. Dès lors ces trois versions perdraient une partie importante de leur sens.

Au-delà, combien de clients C5 connaissent-ils aujourd'hui la version du tarif qui leur est appliquée par leur fournisseur? Pourront-ils demain exercer un choix sur la version du TURPE ou bien les fournisseurs continueront-ils à l'imposer?

Questions 27 et 28 : Les tarifs à quatre plages temporelles doivent rester optionnels et faire l'objet d'un choix éclairé des clients. Le retour d'expérience de Watt & Moi à Lyon, et plus généralement les travaux des sociologues de l'énergie montrent que les Français ne connaissent que vaguement la puissance de leurs équipements.

Dès lors, il est indispensable que les clients soient accompagnés, et à mes yeux le gestionnaire de réseau de distribution, acteur neutre et interlocuteur de confiance proche des clients, pourrait jouer ce rôle, dans le cadre d'une mission de service public financée par le TURPE.

Question 30 : Dès l'instant où je m'oppose une pointe mobile pour le TURPE, je suis défavorable à la suppression de l'option concave en HTA.

Question 42 : la composante injection est aujourd'hui nulle pour la distribution. En revanche lorsque la production locale induit un refoulement sur la HTB2, RTE facture un coût au GRD, que ce dernier ne peut répercuter que sur ses clients en soutirage. Il semble donc préférable que cette charge soit couverte par les utilisateurs qui en sont responsables, par une composante d'injection.

Concernant la localisation, il me semble préférable d'utiliser pleinement les S3REnR -outils de planification qui traduisent la volonté des collectivités – pour guider les investisseurs dans leurs décisions d'implantation de sites de production.

J'ose espérer que cette contribution aura attiré votre attention, qu'elle pourra être prise en compte par les services de la Commission. Je me tiens à votre disposition pour compléter mon analyse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.